L'Orient – Le jour 22-06-2020

La classe moyenne libanaise en voie de disparition

La crise pourrait être le dernier clou planté dans le cercueil des catégories intermédiaires de la population qui voient leur mode de vie radicalement remis en question.

/ Par Caroline HAYEK et Soulayma MARDAM BEY, le 22 juin 2020 à 00h02

Sur la pelouse d'un jardin reconstitué en pleine montagne du Metn, quelques centaines d'invités sortent leurs téléphones portables pour immortaliser la traditionnelle zaffé. Farah et Akram font leur entrée sur la chanson mabrouk sous une arcade de feux d'artifice et de fleurs fraîches. Le jeune couple n'a pas lésiné sur les moyens pour épater la galerie : limousine blanche, traiteur de choix et vins français, cadeaux aux invités… Leurs revenus mensuels cumulés ne dépassent pas les 2 500 dollars, mais ils ont été prêts à économiser durant plusieurs années pour se payer le mariage de leur rêve, soit débourser plus de 40 000 dollars, avec l'aide de leurs parents. Dans un pays des plus inégalitaires qui soient, mais où certains ne regardaient pas à la dépense et où des familles étaient prêtes à souscrire un crédit « mariage » auprès de leur banque, l'exemple de ce couple était assez commun. C'était en 2018. Les contours de la crise économique à venir n'étaient perçus que par les spécialistes et le commun des mortels ne soupçonnait alors pas l'abîme dans lequel le Liban allait être plongé.

Au pays du Cèdre, le paraître dépend beaucoup de l'avoir. Accéder à un confort matériel signifie faire partie d'une certaine classe sociale. Se faire plaisir, dépenser et l'afficher est un gage de réussite aux yeux de la société. Les réseaux sociaux servent de vecteur à ce train de vie, bien souvent déconnecté de la réalité. Les mariages fastueux et souvent calqués sur les mêmes modèles en sont l'un des exemples les plus édifiants. Pendant des années, la culture de la consommation et des prodigalités a été brandie partout et avec excès, comme ces tablées dans les restaurants libanais où on fait « descendre » toute la carte, ou comme le fait de s'offrir le téléphone dernier cri. Des parents pouvaient se saigner pour organiser un anniversaire à leur enfant avec un énorme gâteau Peppa Pig en sucre souvent indigeste, uniquement parce que « c'est comme ça que ça se fait ». Sur Instagram, une esthéticienne pouvait ainsi poster en juillet des photos d'elle dans une boîte de nuit huppée de Mykonos où se côtoient des millionnaires, puis tirer le diable par la queue les mois suivants. Il était devenu presque courant de voir certains s'endetter pour rouler dans une voiture de luxe, emblème ultime de la réussite sociale, ou pour s'offrir un nouveau nez. C'était l'époque où les banques prêtaient, généreusement.

« Les Libanais ont tendance à dépenser beaucoup plus que ce qu'ils ont, à acheter des voitures alors qu'ils n'ont peut être rien à manger à côté dans leur réfrigérateur. Moi je n'ai pas cette mentalité, parce que j'ai vécu en France. Mais même sans avoir cette mentalité, je dois avouer qu'on dépensait pas mal, on n›a jamais mis de côté ou très peu », regrette Lisa*, une professeure au collège et mère de quatre enfants. Car cette image d'Épinal des Libanais qui vivent et dépensent à tout-va repose sur une illusion. Le salaire moyen de la population a longtemps tourné autour des 800 dollars, le taux de pauvreté atteignait déjà 32 % en 2018. De nombreux Libanais en ont été réduits durant des années à choisir entre plusieurs sacrifices pour pouvoir maintenir un certain niveau de vie. Les classes moyennes étaient coincées entre les très riches et les très pauvres, les tranches supérieures essayant de ressembler aux premiers et les tranches inférieures tentant de ne pas être assimilées aux seconds.

Le déclassement

Pour cette classe moyenne, déjà en voie de disparition, la crise pourrait être fatale. Depuis les premiers soubresauts de la guerre civile, elle n'a cessé de décliner pour progressivement rejoindre les strates économiquement faibles. Mais avec la dévaluation de la livre, le contrôle des capitaux, l'augmentation massive du chômage ou encore le risque d'un haircut, la situation actuelle pourrait emporter avec elle ce qui reste des couches intermédiaires dans le pays, derniers vestiges d'un miracle libanais devenu mirage. « On ne peut pas parler de "disparition" de la classe moyenne parce que celle-ci n'existait pas. On va juste continuer à polariser le pays, déjà complètement divisé entre des ultrariches et des groupes très pauvres », explique Lydia Assouad, doctorante à l'École d'économie de Paris, chercheuse invitée à l'université de Harvard.

Les années 60 marquées par la mise en œuvre de politiques redistributives dans le sillage des réformes chéhabistes n'ont jamais paru si éloignées. L'heure de gloire des classes moyennes appartient à un autre siècle. La crise actuelle sonne le glas plutôt que le tocsin de leur déclin. L'hyperinflation des années 80 les avait déjà frappées de plein fouet. Puis ont suivi les années d'après-guerre avec leurs lots d'espoirs et de désillusions. Entre 2005 et 2014, les 10 % les plus riches de la population se sont accaparés en moyenne près de 56 % des revenus nationaux, alors que les 50 % les plus pauvres ont dû se partager la moitié des revenus du top 1 %. Entre les deux, les 40 % médians captent moins de 30 % de ces ressources. « Cela veut dire que sociologiquement, ce que l'on entend par classes moyennes en France ou en Europe ne correspond pas à la classe moyenne au Liban. On pourrait dire que l'équivalent au Liban de la classe moyenne en France c'est le top 9 % en dessous du 1 % les plus riches », avance Lydia Assouad, auteure d'une étude publiée en 2017 par le Laboratoire d'observation des inégalités.

Chefs de petites et moyennes entreprises, employés administratifs du secteur public ou privé, instituteurs, professeurs d'université, moyens exploitants agricoles, artisans, libéraux, ceux qui forment l'ossature des couches sociales intermédiaires ne sont pas tous logés à la même enseigne. Leur histoire est aussi celle de ces jeunes qui cumulent les emplois mal payés dans le secteur informel, des rythmes de travail effrénés, des enfants qui viennent en aide à leurs parents et des parents qui sont prêts à tout pour garantir une éducation digne de ce nom à leurs progénitures, dans un État sans filet social et avec un service public défaillant. Leur histoire, c'est également celle de l'émigration qui a permis à des ménages d'améliorer leurs conditions de vie.

Mais c'est un tout autre scénario qui se joue aujourd'hui. La situation économique, plombée par la dévaluation galopante de la livre et du non-accès aux ressources financières, a plongé les gens dans un univers qu'ils ne connaissaient pas. Comme faire la queue des heures durant pour tenter de retirer quelques dollars de son compte auprès de sa banque. Ils ont mis de côté pour s'assurer une retraite, que l'État ne garantit pas, ou pour s'acheter un appartement. Ils doivent désormais quémander à plat ventre leurs économies pour simplement pouvoir payer les traites du quotidien.

Alors que le seuil de pauvreté est sur le point de franchir les 60 % de la population, les écarts entre les Libanais se font de plus en plus grands. La livre a perdu 70 % de sa valeur. Parmi ceux qui ont pu conserver leur emploi, il y a ces ultraminoritaires qui continuent d'être payés en dollars. Les autres, payés en livres et autrefois confortables, se cognent à une nouvelle réalité et sont confrontés à la menace du déclassement. « Un professeur d'université avec un salaire de retraite qui était de 5,6 millions de livres libanaises, soit 3 777 dollars, appartenait à la classe moyenne supérieure. Ce salaire est tombé à 1 000 dollars et le professeur dégringole vers les classes moyennes inférieures », commente Melhem Chaoul, sociologue. « La situation des petits exploitants et artisans est bien pire. Quand une menuiserie de 5 ou 6 personnes disparaît physiquement, c'est la structure même de l'économie libanaise, fondée sur un nombre assez élevé de PME, qui est menacée », dit-il.

« Notre seul critère, c'est le prix »

Pour ces hommes et ces femmes, presque tous les aspects du quotidien, du plus futile au nécessaire, sont aujourd'hui remis en question. En pôle position, le caddie. Selon le ministère de l'Économie, l'inflation aurait atteint un taux de 17,1 % sur la période s'étendant d'avril 2019 à avril 2020. Et le pire est à venir, puisque la majorité des produits consommés est importé. Résultat : un pouvoir d'achat largement amoindri et des habitudes de consommation totalement bouleversées.

« On débourse au supermarché plus d'un million de livres tous les dix jours. Nos salaires servent uniquement à acheter de quoi manger et nettoyer la maison », déplore Lisa. Cette enseignante touche encore un salaire complet, alors que celui de son mari, professeur dans un autre établissement, a été diminué de moitié. Au détour des rayons d'un supermarché d'une grande enseigne, Roland* traque les étalages à prix cassés et se jette sur des produits frais dont la date de péremption approche. « Cinq mille livres pour six yaourts français, vous imaginez ? On va bientôt se retrouver comme Cuba, avec que des produits locaux », lance-t-il. Quelques rayons plus loin, une jeune maman se désole de voir le prix du lait infantile quasi doublé.

Les petits plaisirs de la vie sont rayés de la liste des courses. « Avant on allait vers le meilleur fromage, mais c'est devenu trop cher. On va désormais vers l'ersatz. Notre seul critère c'est le prix. Il faut toujours trouver le moins cher », raconte Zeina*, infirmière à Tripoli. La viande est devenue un produit de luxe. « Avant, on pouvait manger de la viande deux à trois fois par semaine. Aujourd'hui c'est fini », confie pour sa part Walid*, un menuisier de 73 ans qui a dû fermer boutique à mesure que la crise a progressé.

Parvenir à payer les écolages est devenu l'une des pires angoisses des foyers. « Toutes les structures sont défaillantes dans le pays. La situation ne peut qu'empirer », assure Mohammad, un père de famille originaire de la Békaa, sans emploi depuis six mois. Cela faisait neuf ans qu'il travaillait pour le journal al-Hayat, chargé de l'édition électronique.

Les strates intermédiaires ont fait de l'éducation l'alpha et l'oméga de leur émancipation. Le public a longtemps été déserté par les classes moyennes qui ont préféré s'endetter pour inscrire leurs enfants dans le privé, jugé comme étant de meilleure qualité. Être issu de certains établissements scolaires privés était perçu comme une marque d'appartenance à une certaine caste. Zeina s'est vue retirer 30 % de son salaire en janvier dernier et ne touche désormais plus qu›un million et demi de livres par mois. La situation se désagrégeant à une vitesse folle, elle ignore si elle pourra scolariser à la rentrée ses deux enfants de 13 et 8 ans inscrits dans une école privée. « Si nous sommes contraints de les placer dans le public, j'ai peur qu'ils perdent les langues étrangères. Et vous savez, l'entourage risque de changer », confie-t-elle, inquiète. Avocat à Saïda, Ziad a inscrit sa fille de six ans dans une école privée il y a quelques années. Elle doit bientôt faire son entrée au CP. « Mon épouse enseigne dans la même école, du coup on ne paye que 10 % du prix, entre 1 million et 1 million et demi de livres par an. Si ma femme conserve son poste, ma fille y restera. Sinon, je ne sais pas… » avoue-t-il. Pour assurer à leur enfant le plus d'opportunités possibles, Ziad et sa femme ont opté pour un choix radical. « On ne fera pas de deuxième enfant, afin de lui garantir un avenir », tranche-t-il.

Il faut avant tout avoir les moyens de conserver son logement. Zeina et son mari peinent aujourd'hui à rembourser le crédit de leur appartement à la banque. Lisa, elle, va peut-être devoir renoncer à sa location dans le Metn, proche des écoles et de ses parents. « On pense très sérieusement à déménager au Kesrouan, bien plus loin, sur une surface bien plus petite, parce qu'on n'arrive plus à payer le loyer », explique-t-elle.

« Je sens que c'était mieux avant »

Ce n'est pas juste l'appauvrissement qui guette ceux qui s'en sortent encore, mais aussi l'effritement d'un mode de vie, comme un adieu à une époque qui n'avait rien d'un enchantement mais durant laquelle on pouvait, bon gré mal gré, trouver son compte. « J'étais quelqu'un qui sortait beaucoup en soirée, mais sans excès. Je ne me privais de rien. Alors que maintenant je ne peux plus m'acheter des vêtements ni aller au restaurant », raconte Mohammad. L'époque des dimanches en famille au restaurant est révolue. « Plus de resto, plus de sorties, et pas de plage en perspective. J'ai installé une piscine en plastique sur la terrasse », raconte Lisa.

Pour Zeina, le temps des invitations et des anniversaires n'est plus qu'un souvenir. « On a arrêté les activités et les loisirs. Pas de colonie de prévue pour les enfants cet été. Et pour aller à la plage, c'est sûr qu'on va y réfléchir à deux fois », dit-elle. Le confinement lié au Covid-19 et la dévaluation de la livre ont rendu impossibles tous les projets de vacances à l'étranger pour les familles qui en avaient encore les moyens. « Je voyageais beaucoup, plusieurs fois par an. Mais avec la baisse du pouvoir d'achat, je ne crois pas que cela va être encore possible », déplore Ziad.

Ce sentiment d'être faits comme des rats dans son propre pays a de quoi raviver la nostalgie d'une époque qui ne manquait pourtant pas d'épreuves. « Pendant la guerre, tu savais qu'il y avait des limites à ne pas dépasser ou qu'il y avait des endroits où tu ne pouvais pas aller, mais au moins il y avait de l'argent. Mes parents travaillaient et vivaient bien. Nous on est coincés. J'ai réfléchi à monter mes projets, mais il n'y a rien qui m'encourage, rien qui me dit de me lancer. Je sens que c'était mieux avant », confie Mohammad. « On pouvait travailler, être employé quelque part, et après les grosses dépenses importantes, il nous restait quand même un petit quelque chose à la fin du mois, se souvient Cynthia, employée dans une université. Nos enfants, eux, n'ont pas de salaires suffisants et ne peuvent pas espérer se marier et fonder un foyer. »

Seule éclaircie au tableau : si les revenus économiques s'évaporent, le capital culturel, lui, se maintient. « Les classes moyennes ont été éduquées, sont entrées dans la modernité dans les villes et dans la montagne la plus proche de Beyrouth. Leur mode de vie, leur culture, ne vont pas disparaître du jour au lendemain. C'est ça qui fait qu'elles pourraient rebondir ou faire rebondir leurs enfants », nuance Melhem Chaoul.

Dans ce contexte, comment, malgré tout, ne pas songer à partir ? Fuir le plus loin possible. « L'un de mes enfants est parti il y a 8 mois. L'autre est toujours là, mais il attend juste l'ouverture de l'ambassade et de l'aéroport pour pouvoir s'en aller », raconte Walid qui s'inquiète pour ses petits-enfants. « J'ai un petit-fils qui a suivi des études d'ingénieur télécoms. Il n'a pas trouvé de travail, il a pris ses cliques et ses claques. C'est un malheur pour le pays. Si la crise se poursuit, s'en est fini de cette classe moyenne », dit-il. Lina a déjà commencé à envoyer des CV en France et aux États-Unis. Mohammad a très peur pour l'avenir de son fils, Adam, 6 ans, qu'il espère loin du Liban. « Je suis né en 1980. Il n'y a pas une guerre que je n'ai pas vécue. J'avais deux ans lors de l'invasion israélienne. On a eu affaire à une énorme pression psychologique et on n'a rien pu faire. On n'a jamais pu réaliser nos rêves. C'est encore pire maintenant. »

***Les prénoms ont été changés**